

Section départementale du Var

Bourse du travail

13, Avenue Amiral Collet

83000 Toulon

Téléphone : 04 94 93 04 40

Télécopie : 09 70 60 20 27

Mobile : 06 07 85 66 30

Adresse électronique : fsu83@fsu.fr



Déclaration liminaire FSU-SNUipp CSA SD du Var - Mercredi 1er avril 2026

Madame la Directrice Adjointe des Services de l'Éducation Nationale,
Madame la Secrétaire Générale,
Mesdames, messieurs les membres du CSA SD Var,

Ce CSA SD se tient dans un contexte de mobilisation croissante des personnels de l'Éducation nationale, confrontés à des choix budgétaires et politiques qui dégradent toujours davantage leurs conditions de travail et les conditions d'apprentissage des élèves. Les annonces récentes du ministère, qu'il s'agisse des évolutions de la voie professionnelle ou encore des orientations en matière d'évaluation et de pilotage du système éducatif, confirment une logique que la FSU conteste : celle d'une école du tri, pilotée par des indicateurs, qui renforce les inégalités au lieu de les combattre. Dans le même temps, les réalités de terrain sont sans appel.

Dans le second degré, les CSA SD des 4 février et 27 mars traduisent le manque de moyens : maintien d'effectifs par classe à un niveau élevé, tensions sur l'offre de formation, parfois réduite en raison de l'insuffisance des marges horaires. Le maintien de dispositifs contestés par la profession se fait sous contrainte, au prix de dégradations supplémentaires pour les élèves comme pour les personnels. En ce qui concerne les emplois, la FSU espère que ses propositions (une cinquantaine) formulées lors de la dernière instance sur les créations/suppressions de postes seront entendues, afin de faire évoluer positivement la balance de postes initialement prévue à -14 dans les collèges (hors SEGPA) et à -7 dans les LGT et afin de garantir aux collègues leur droit à la mobilité dans un mouvement académique qui s'annonce très contraint, notamment en raison du recalibrage massif et brutal des Zones de remplacement entre le Var et les Alpes-Maritimes. À côté des postes d'enseignement, la vie scolaire est particulièrement touchée par le manque criant de personnels, qui pèse directement sur le climat scolaire, sans parler de l'état catastrophique du médico-social scolaire, pourtant si déterminant face aux enjeux de santé mentale des élèves.

Dans le premier degré, les opérations de carte scolaire qui s'engagent vont conduire à de nombreuses fermetures de classes. La FSU le réaffirme : la baisse démographique devrait permettre d'améliorer les conditions d'enseignement en réduisant les effectifs, et non servir de justification à des économies budgétaires. Les difficultés déjà majeures en matière de

remplacement et de prise en charge des élèves à besoins particuliers, ne peuvent qu'être aggravées.

Ces choix s'inscrivent dans un cadre budgétaire que la FSU dénonce. Le budget 2026 acte une nouvelle dégradation des moyens, sans répondre aux besoins du service public d'Éducation. La logique à l'œuvre est celle d'un pilotage à court terme, où la variable démographique sert d'ajustement, au détriment d'une ambition éducative pour tou·tes les élèves. À cela s'ajoute l'absence de mesures salariales à la hauteur.

Dans un contexte d'inflation et de crise d'attractivité, le déclassement des personnels se poursuit. Les mesures mises en avant ces dernières années ne répondent ni aux attentes ni aux besoins. La FSU continue d'exiger une revalorisation salariale sans contrepartie pour l'ensemble des personnels.

Face à cette situation, les mobilisations se multiplient sur l'ensemble du territoire. Dans le Var, les organisations syndicales au grand complet, unies, ont appelé à un premier rassemblement le 12 mars dernier puis à s'inscrire dans la mobilisation nationale du 31 mars. Il est urgent d'entendre ce qui s'exprime dans les écoles et les établissements. La FSU réaffirme la nécessité d'un changement de cap. Les personnels exigent d'être protégés dans l'exercice de leurs fonctions par un budget ambitieux. Un budget qui abandonne les suppressions d'emplois, opte pour des créations de postes à la hauteur des besoins, et renforce le service public d'Éducation pour répondre aux enjeux sociaux, démocratiques et émancipateurs d'aujourd'hui.

Dans le département, ces 5 postes à supprimer dans le premier degré sont un mauvais signal envoyé à la profession. La baisse démographique était l'occasion d'enfin rapprocher la moyenne d'élèves par classe du Var de la moyenne nationale, d'abonder la brigade de remplaçants et de remplaçantes, de créer des postes d'enseignantes et enseignants spécialisé·s. D'autres choix sont faits, la FSU continuera à les dénoncer et portera au contraire des demandes de créations de postes et d'ouvertures de classe. Nous ne pouvons nous résigner à accepter de travailler dans un climat sous tension. La FSU poursuivra son action aux côtés de l'ensemble des personnels pour obtenir les moyens nécessaires à l'exercice de leur mission de service public.

Enfin, nous souhaitons aborder la situation des TRB exerçant dans le Territoire Educatif Rural, sur la circonscription de St Maximin. Ces personnels ont été informés par téléphone la semaine dernière qu'ils allaient subir un changement d'école de rattachement pour la prochaine rentrée scolaire. Habitant et exerçant toutes et tous sur la commune de St Maximin, ils seraient rattachés à des écoles éloignées de plus de 30 KMS de leur domicile. Nous nous opposons totalement à cette mesure régressive, menée sans aucune concertation, en dehors de toute instance. L'innovation pédagogique ne peut se faire en piétinant les droits des personnels. Nous demandons l'abandon de cette mesure et soutiendrons tous les personnels concernés.